

D E S I G N A T I O N D E L ' A S S O C I A T I O N

**ASSOCIATION EGLISE PROTESTANTE
EVANGELIQUE EXTRAVAGANCE**

10, Rue des Fabriques
97410 SAINT PIERRE

RAPPORTS d' AUDIT REUNION SARL

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

**ASSOCIATION EGLISE PROTESTANTE
EVANGELIQUE EXTRA VAGANCE**

**10, RUE DES FABRIQUES
97410 SAINT PIERRE**

=====

**RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2023**



S.A.R.L. au Capital de 55 000 Euros
RCS de Saint-Denis 92B670
SIRET 389 428 970 00054
Rés Les Dunes - Apt 1
132, Bd du Front de Mer - 97460 Saint-Paul
Téléphone : 0262 59 59 70
E-mail : auditreunion@dussaux.re


**commissaire
aux comptes**

**ASSOCIATION EGLISE PROTESTANTE EVANGELIQUE
EXTRAVAGANCE**

10, Rue des Fabriques

97410 SAINT PIERRE

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE STATUANT SUR LES COMPTES DE
L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Eglise Protestante Evangélique Extravagance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.



S.A.R.L. au Capital de 55 000 Euros
RCS de Saint-Denis 92B670
SIRET 389 428 970 00054
Rés Les Dunes - Apt 1
132, Bd du Front de Mer - 97460 Saint-Paul
Téléphone : 0262 59 59 70
E-mail : auditreunion@dussaux.re


**commissaire
aux comptes**

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de Déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note de l'annexe des comptes annuels aux paragraphes :

« Faits caractéristiques » concernant la décision par La Préfecture de La Réunion de la non-reconnaissance du caractère cultuel d'EPEE (Non-reconnaissance déboutée par le Tribunal Administratif le 26 juin 2023), la procédure de vérification de comptabilité qui remet en cause le caractère de gestion désintéressée de l'association ainsi que la mise en examen de l'association pour abus de faiblesse

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicable en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le conseil d'administration relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de celle-ci, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Paul,
Le 13 Mai 2024

AUDIT REUNION SARL
La Commissaire aux Comptes,



Corinne DUSSAUX

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	5 703	5 703		
Immobilisations corporelles				
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	145 553	139 125	6 427	11 319
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	222 610	210 019	12 591	23 664
Immobilisations financières				
<i>Autres titres immobilisés</i>				1 215
<i>Autres immobilisations financières</i>	82 950		82 950	84 450
Total I	456 816	354 847	101 969	120 648
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	44		44	152
<i>Autres créances</i>	7 161		7 161	21 787
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	28 728		28 728	26 209
<i>Charges constatés d'avance</i>	3 600		3 600	3 131
Total II	39 533		39 533	51 279
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	496 349	354 847	141 501	171 927
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Première situation nette établie</i>	119 628	145 515
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Excédent ou déficit de l'exercice	-19 224	-25 886
Situation nette (sous-total)	100 404	119 628
Total I	100 404	119 628
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	51	60
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 827	31 689
Dettes fiscales et sociales	9 919	7 250
Autres dettes	300	13 300
Total IV	41 097	52 299
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	141 501	171 927

(1) Dont à plus d'un an (a)	
Dont à moins d'un an (a)	41 097
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	51
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	1 022	645
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	408 297	422 310
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>		683
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	769	556
Autres produits	685	8
Total I	410 772	424 201
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	258 526	275 090
Aides financières		3 000
Impôts, taxes et versements assimilés	407	300
Salaires et traitements	63 714	55 253
Charges sociales	81 320	79 506
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	17 329	28 581
Autres charges	9 090	9 080
Total II	430 386	450 811
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-19 614	-26 610
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	390	20
Total III	390	20
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées		1
Total IV		1
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	390	20

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-19 224	-26 590
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations en capital		1 050
Total V		1 050
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		100
Sur opérations en capital		246
Total VI		346
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		704
Total des produits (I+III+V)	411 162	425 272
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	430 386	451 158
EXCEDENT OU DEFICIT	-19 224	-25 886

Contributions volontaires

Contributions volontaires

BENEVOLAT

(Cf. article 24.4 du décret du 29 novembre 1983) (Règlement n°2018-06 du 05 décembre 2018)

L'estimation des heures de bénévolat a été effectuée sur la base de l'engagement des bénévoles qui consacrent plusieurs heures par semaine aux actions menées au sein de E.P.E.Extravagance

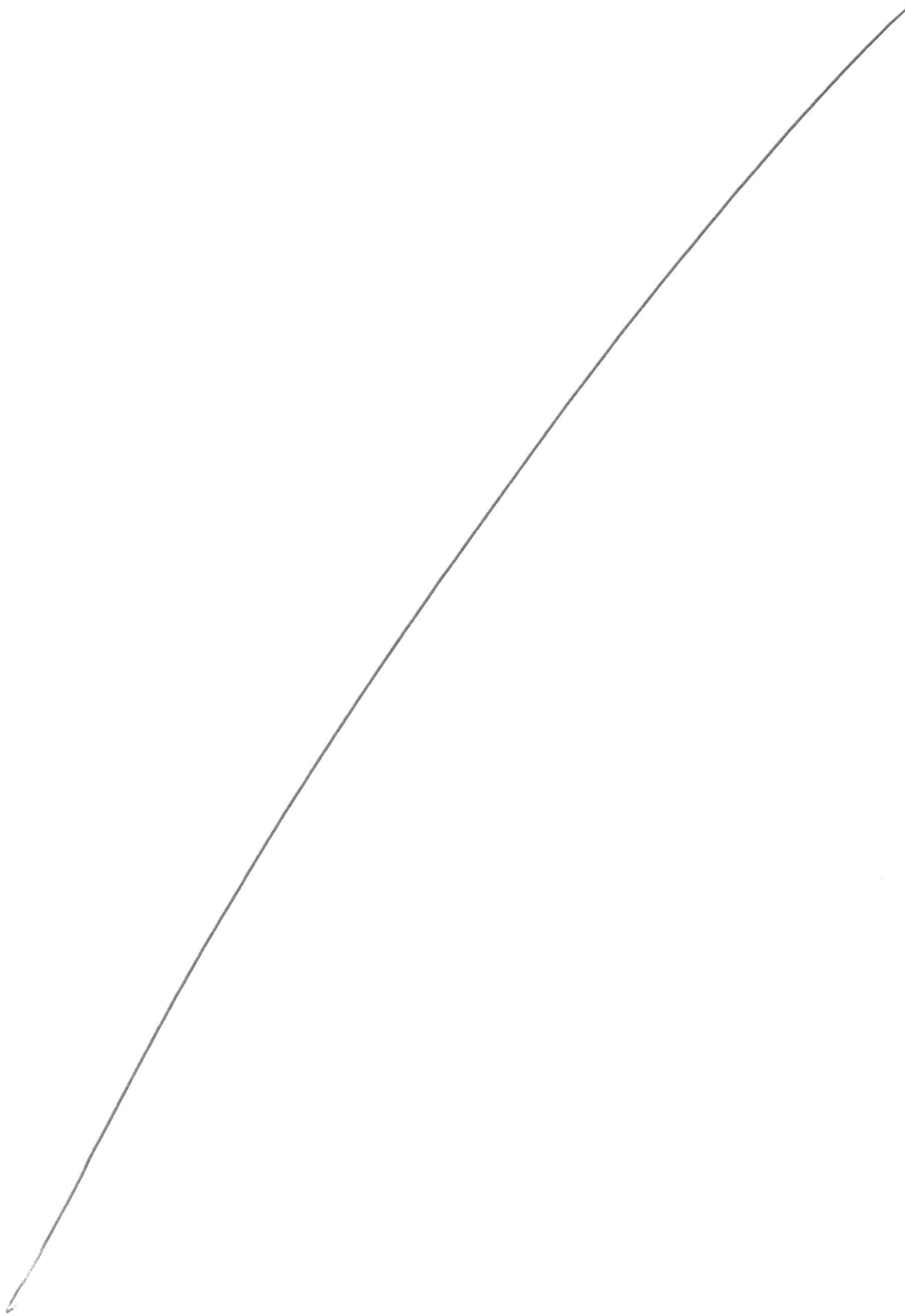
Cette estimation fait ressortir un nombre d'heures de bénévolat de 7 332 heures qui ont été valorisées au smic horaire moyen sur l'année 2023, charges sociales et fiscales comprises.

Smic horaire moyen sur l'année 2023 : 11.40 €

Taux de Charges sociales et fiscales : 7.00 %

Valorisation des contributions volontaires des bénévoles : 89 436 €

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	89 436	92 473
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total	89 436	92 473
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	89 436	92 473
Total	89 436	92 473



AUDIT REUNION SARL
Commissariat aux Comptes
Rés. Les Dunes - Apt 1
132. Bd du Front de Mer
97460 SAINT PAUL
461-8262 59 59 70
E-mail : auditreunion@dussaux.re

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : E.P.E.EXTRAVAGANCE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 141 501 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 19 224 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

PRESENTATION DE L'ENTITE - ART 431-2 du Règlement ANC 2018-06

Créée en 2000, l'organisme à but non lucratif EGLISE PROTESTANTE EVANGELIQUE EXTRAVAGANCE (EPEE) est une association régie par les lois du 1er juillet 1901 et du 9 Décembre 1905.

Conformément à ses statuts, l'association EPEE a un objet exclusivement cultuel, en application de l'article 19 de la loi du 9 décembre 1905, ce qui, au-delà de la célébration du culte, inclut :

- La célébration du culte évangélique ;
- Des Enseignements et pratiques inspirés de la Bible, maintien et communication des doctrines énoncées dans sa confession de foi ;
- L'organisation de réunions culturelles pour faire connaître l'Évangile ;
- Des séminaires et la formation des ministres du culte et de toutes personnes nécessaires à l'exercice public du culte ;
- La construction de lieux de culte et bâtiments.

L'Association a pour but de subvenir aux frais et à l'entretien du culte chrétien évangélique, conformément à sa confession de foi. Elle travaille avec tout mouvement et toute Église en accord avec sa confession de foi.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Règles et méthodes comptables

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2018-06, les conventions comptables respectent également les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

En février 2021, la Préfecture de la Réunion a fait connaître sa décision de ne plus accorder le caractère cultuel de EPEE.

Cette décision a pour conséquence immédiate de ne plus être éligible à l'application de l'avoir fiscal sur les dons reçus. L'association n'émet donc plus de reçus fiscaux à compter de cette décision.

La contestation de cette décision portée par l'avocat spécialisé devant le tribunal administratif, en avril 2021, a été rendu lors de l'audience du 12 juin 2023.

Le Tribunal Administratif de Saint Denis par décision du 26 juin 2023, a annulée la décision de la Préfecture de la Réunion de ne pas reconnaître le caractère cultuel de EPEE.

Par conséquent, EPEE est reconnue cultuelle de fait jusqu'à 2025, date à laquelle elle devra soumettre à nouveau son caractère cultuel en application de la loi d'Aout 2021 sur le respect des principes républicains.

A la suite d'une procédure de vérification de comptabilité qui a débuté le 16 février 2021, portant sur la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019, l'administration fiscale, sur la base de la décision du préfet, remet en cause le caractère de gestion désintéressée de l'association EPEE.

Une proposition de rectification relative aux droits d'enregistrement sur les dons reçus, à l'impôt sur les sociétés et à l'amende au titre de l'article 1740 A du CGI s'élève à la somme de 3 237 K€, somme que l'association n'est pas en mesure d'honorer.

En date du 19 juillet 2021, une procédure contradictoire a été entamée par l'avocat spécialiste de l'association EPEE, afin de répondre, point par point aux propositions de redressement de l'administration fiscale.

A l'issue de cette procédure contradictoire, les services fiscaux chargés du contrôle n'ont tenu compte d'aucun des arguments soulevés par l'avocat spécialiste, et l'avis de recouvrement de ces sommes a été transmis en novembre 2021, immédiatement contesté le 06 décembre 2021 par le biais du cabinet d'avocat chargé de représenter l'association. Cette contestation sursoit au paiement et marque le début d'une procédure contentieuse à ce sujet.

L'association n'a constaté aucune provision au titre des sommes réclamées dans la proposition de rectification citée ci-dessus.

L'association a fait l'objet d'une saisie sur compte à titre conservatoire en janvier 2022 au titre des sommes réclamées dans la proposition de rectification citée ci-dessus.

La demande de sursis réalisée fin 2021 n'a connu aucune avancée en 2022. Dès lors, l'association a décidé d'assigner l'administration fiscale dès le mois d'août 2022 en 2 volets (T.A pour l'amende et l'IS et T.Judiciaire pour les droits d'enregistrement), afin d'obtenir des réponses aux différentes contestations sur les problématiques fiscales réfutées par l'association.

Faisant suite à la décision du TA de juin 2023, l'avocat spécialiste d'EPEE a immédiatement demandé la réouverture de l'instruction en juillet 2023 afin d'y intégrer la reconnaissance du caractère cultuel.

Les instructions sont désormais closes en mai 2024, en attente de jugement pour les 2 juridictions.

Courant juillet 2021, à la suite d'une plainte déposée par un ancien membre en janvier 2021 et d'une enquête préliminaire menée par le Procureur de la République de Saint Pierre, un juge d'instruction a été nommé et l'église a été mise en examen, en tant que personne morale, pour abus de faiblesse.

Une ordonnance de placement sous contrôle judiciaire a alors été rendue avec pour conséquence pour l'entité, l'obligation de devoir s'acquitter d'une caution de 60 000 € au 31 octobre 2021.

Faits caractéristiques

l'association s'est acquittée en totalité le 2 novembre 2021.

L'instruction de cette procédure est également suivi par un avocat mandaté par l'église et est toujours en cours.

L'appel interjeté pour motif de nullité a été refusé. Un pourvoi en cassation auprès de la cour de Paris a été initiée en novembre 2021. Le traitement de ce pourvoi est toujours en attente de traitement à la clôture de l'exercice 2023.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 703			5 703
Immobilisations incorporelles	5 703			5 703
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	144 188	1 365		145 553
- Instal.générales, agencements aménagements divers	149 958			149 958
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	72 652			72 652
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	366 798	1 365		368 163
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	1 215		1 215	
- Prêts et autres immobilisations financières	84 450			82 950
Immobilisations financières	85 665		1 215	82 950
ACTIF IMMOBILISE	458 166	1 365	1 215	456 816

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 703			5 703
Immobilisations incorporelles	5 703			5 703
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	132 869	6 317		139 125
- Instal.générales, agencements aménagements divers	133 095	7 359		140 454
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	65 851	3 714		69 565
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	331 816	17 391		349 145
ACTIF IMMOBILISE	337 518	17 391		354 847

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 93 755 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	82 950		82 950
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	44	44	
Autres	7 161	7 161	
Charges constatées d'avance	3 600	3 600	
Total	93 755	10 804	82 950
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Organismes sociaux produits à recev	20
Total	20

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	145 515	-25 886			119 628
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	-25 886	25 886		19 224	-19 224
Situation nette	119 628			19 224	100 404
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	119 628			19 224	100 404

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 41 097 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	51	51		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 827	30 827		
Dettes fiscales et sociales	9 919	9 919		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	300	300		
Produits constatés d'avance				
Total	41 097	41 097		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fourn.b & s-fact.non parvenues	19 136
Intérêts courus à payer	51
Pei-dettes/conges a payer	2 515
Org.sx-ch/conges a payer	134
Total	21 837

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees avance	3 600		
Total	3 600		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 5 425 EURO

Honoraire des autres services : 0 EURO

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation					408 297	408 297
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						408 297

Autres informations

ETAT SEPARÉ DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER (Cf. article 4 du décret 2021-1812 du 24 décembre 2021 pris en application des articles 21,22,73 et 75 de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021)

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Afrique du Sud	3 463 euros
Belgique	519 euros
Total	3 982 euros

La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'association EPEEx-travagance doit établir en application de l'article 4 du décret 2021-1812 du 24 décembre 2021 pris en application des articles 21,22,73 et 75 de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 est mis à disposition du public :

- au siège de l'association EPEExtravagance 10, rue des Fabriques 97410 Saint Pierre